

## COMMUNIQUÉ de PRESSE

### Ouvrir les portes du dialogue social ou en changer les serrures ? La maire de Montauban a fait son choix !

La CGT dénonce et condamne avec la plus grande fermeté le nouveau « coup de force » que subit une de ses organisations en territoire, l'Union Départementale CGT du Tarn et Garonne (82), par la privation pure et simple de l'accès à ses locaux, sans préavis ni même justification.

En dehors de tout cadre légal, la Maire de Montauban a organisé, dans la nuit du 16 au 17 mai une véritable « opération de barbouze » en faisant changer l'ensemble des serrures des portes d'accès des bureaux de la « Maison du Peuple » qui héberge, depuis des années, différentes associations et organisations syndicales.

Loin d'être une initiative isolée en France, il s'agit là d'une nouvelle et insupportable entrave à l'activité syndicale, une nouvelle attaque à l'encontre de celles et ceux qui mènent la lutte sociale et le combat pour une société plus juste. Cette initiative de la Maire LR s'inscrit dans la droite ligne des propos du député LR Mohamed Laqhila demandant la dissolution de la CGT dans les Bouches du Rhône !

De plus, loin de se cantonner à sa seule ville, cette initiative porte atteinte plus largement à l'activité syndicale et associative sur le périmètre du département et de la Région.

Avec d'autres organisations, la CGT a déposé plainte. Nous sommes confiants dans la justice afin que de tels agissements soient condamnés.

Malgré cette situation très dégradée, la CGT réaffirme qu'elle mettra tout en œuvre pour poursuivre son action dans la ville et le département, au service des travailleurs, des privés d'emplois et des retraités.

**Pour soutenir son action et la démocratie sociale, la CGT appelle à un rassemblement mercredi 22 mai 2019 à 16h00 devant le tribunal de Montauban.**

Montreuil, le 20 mai 2019